

## Nouvelles locales des jeudi 20 et vendredi 21 mars 2014

@rib News, 21/03/2014 Justice - Le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura vient de rendre son jugement dans l'affaire des personnes arrêtées le 8 mars courant à la permanence nationale du parti MSD. Ainsi, sur les 70 personnes concernées, 22 ont été acquittées, 21 autres ont été condamnées à la prison à vie, 10 personnes à leur tour de 10 ans de prisons et d'une amende de 100.000FBu chacun, 14 personnes sont condamnées à 5 ans de prison et d'une amende de 50.000FBu chacun alors que les 3 mineurs sont condamnés à 3 ans de prison. Toutes ces personnes condamnées ont été reconnues coupables de participation à un mouvement insurrectionnel lors des événements du 8 mars courant à la permanence nationale du parti MSD. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]

- Condamnation d'un candidat, mais libération de l'autre. Le vice-président du parti Sahwanya Frodebu vient de passer sa première nuit en famille après plus de trois mois d'incarcération. Frédéric Bamvuginyumvira a été libéré par la corruption de Bujumbura après l'audience de mardi où il était question d'étudier si oui ou non, il peut bénéficier d'une liberté provisoire. Selon ses avocats, il a fourni une caution d'un million de nos francs pour garantir sa comparution dans les prochaines audiences. Ils affirment qu'il s'agit d'une grande joie pour eux, l'accusé ainsi que sa famille dont sa santé était en péril dans la prison de Mpimba. Ils estiment qu'il s'agit d'un débout de sa libération d'après Sahwanya Frodebu affirme qu'il s'agit d'une grande joie que cet homme soit libre. Le porte-parole de ce parti affirme Bamvuginyumvira est innocent comme il n'a jamais cessé de le affirmer. Fenias Nigaba remercie toute personne qui s'est activement impliquée pour cette libération. Il affirme que le parti Sahwanya Frodebu demande plutôt que son vice-président soit purement et simplement blanchi. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro/rtnb]- De son côté, le président du parti Frodebu ne remercie pas les juges qui ont pris cette décision. Selon Léonce Ngendakumana, Frédéric Bamvuginyumvira est innocent et la décision ne devrait pas être autre que la libération. Il apprécie toutefois le fait qu'il y a des juges qui osent prendre des décisions contrairement aux ordres reçus de la part du pouvoir. Il trouve que ce comportement du pouvoir peut être dicté par les prochaines visites de certaines hautes autorités de ce pays en Belgique et en Hollande ainsi que de certains chefs d'Etats africains qui viendraient, dans les prochains jours à Bujumbura pour conseiller au président de la République de ne pas toucher à la constitution et aux accords d'Arusha. [rpa/bonesha]- La défense de personnes arrêtées le 8 mars courant à la permanence nationale du parti MSD et qui ont comparu hier au TGI mairie devant la chambre criminelle annonce la manière dont le procès s'est déroulé. Selon Maître Dieudonné Bashira il est déplorable que la cour cherche à tout prix à obtenir un jugement alors qu'il y a des questions préalables que la défense avait soulevées comme la compétence de la chambre criminelle dans ce dossier, le temps de lire les dossiers ou la comparution des majeurs et des mineurs. Cet avocat affirme que face à l'intransigeance de la cour, la solution a été trouvée pour eux de sortir afin de ne pas être des spectateurs impuissants, quitte aussi à ne pas cautionner cette parodie de justice à laquelle la cour se livrait probablement suite au manque d'indépendance de la magistrature burundaise. Il fait remarquer que la nuit porte conseil et que le siège a une responsabilité historique dans sa décision estimant que même si l'affaire a été prise en libération, il n'est pas encore tard puisque les juges peuvent encore se raviser et prononcer une décision préalable des prétentions de la défense. Néanmoins, même en cas de prononcé de jugement, il reste convaincu qu'en appel, les juges seront plus aptes à défendre l'application de la loi. [rpa]- Léon APRODH annonce la violation du droit de personnes incarcérées d'aller se faire soigner. Selon le président de cette association, il observe un refus non justifié de la part des autorités carcérales aux demandes des prisonniers qui veulent visiter un médecin suite à une maladie. Pierre Claver Mbonimpa estime que les structures de santé dont disposent les prisons ne sont pas mieux équipées pour répondre aux sollicitations de tous les prisonniers en la matière. Selon lui, si un prisonnier désire voir un médecin spécialiste, il est de son plein droit et la direction des prisons doit lui accorder une permission ainsi qu'une escorte policière afin qu'il aille se faire soigner à l'extérieur. Il demande donc aux différentes autorités concernées de veiller à ce que des prisonniers meurent suite à la négligence alors qu'ils avaient demandé la permission d'aller se soigner tout en précisant que les prisonniers sont dans les mains du gouvernement. Il affirme cela après qu'un prisonnier ait trouvé la mort à la prison de Mpimba probablement suite à la négligence des autorités carcérales de cet établissement qui ont opposé un refus à Busuguru Bienvenu d'aller se faire soigner en temps utile. Sa famille continue en outre de demander des éclaircissements quant aux circonstances de ce refus. [isanganiro/rtnb/rpa] Politique - Léon ADC-Ikibiri remercie le président Nkurunziza qui vient de clarifier à la chaire de télévision Qatarienne Al-Jazeera que si son parti désigne comme candidat en 2015, il va accepter. Selon le président de cette alliance, il vient de mettre une lumière sur ce qui se disait en coulisses. Léon Ngendakumana déplore néanmoins le fait qu'une telle déclaration qui concerne un Burundais ait été faite sur un médium étranger alors que le pays regorge de pas mal de médias y compris ceux appartenant au parti présidentiel. Il trouve que Nkurunziza devrait faire de même ici au Burundi et cesser également de se cacher derrière son parti politique puisque le CNDD-FDD n'est pas au dessus de la constitution ni au dessus des accords d'Arusha qui sont pourtant claires à ce sujet. Selon lui, si le parti au pouvoir présente tout de même cette candidature, ce sera une preuve de plus que la place de la loi est ailleurs, non pas au Burundi, et cet état de fait sera combattu par la population. [isanganiro]- Conférence publique ce vendredi matin dans la province de Rutana des porte-paroles des différentes institutions du pays avec les journalistes ainsi que la population. Tous les sujets d'actualité ont été traités. Interrogé sur la candidature du président de la République, son secrétaire du fait que cette question de représentation de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de 2015 revient chaque fois. Léon Hatungimana rappelle la réponse que son patron a toujours donnée que si son parti le désigne, il va se représenter. Il précise par ailleurs que le candidat officiel de la candidature empêche le président en exercice d'accomplir certains actes et de ce fait, il faut attendre le moment venu pour en dire quoi que ce soit. [rpa/rtnb/bonesha/isanganiro/rtr]- Le ministre de l'Intérieur tranquillise l'opinion nationale que la constitution révisée sera mise en place avant la fin de ce mois de mars. Edouard Nduwimana affirme que ce texte fondamental n'est pas encore disponible dans les délais que le président de la République avait annoncé suite à des discussions entre politiciens qui ont surgi. Ainsi, il constate qu'il ne faut pas se jeter précipitamment des torts

mais qu'«il faut plutôt t'encasser une responsabilité partagée de la part de tous les politiciens burundais. Il ajoute aussi qu'il faut apprendre à mettre en application ce qui a été convenu tout en précisant que même si il arrive que la constitution ne soit promulguée avant la fin de ce mois, le président de la République va user des autres moyens légaux pour que le pays ait ce texte fondamental. Il pense notamment à l'organisation d'un référendum où la population serait amenée à voter contre le texte en question. [isanganiro/rtnb]- La présidente du parti Uprona reconnue par le ministre de l'Intérieur affirme que les aspirations et les conditionnalités posées par son parti ont été intégrées dans le nouveau projet de loi portant révision de la constitution. Selon Concilie Nibigira, le comité exécutif de ce parti a constaté que la quasi-totalité des prévisions du parti ont été intégrées et par conséquent, ce projet de loi est complet et peut être accepté. Ainsi appelle tous les députés du parti Uprona de voter en masse en faveur de ce texte dans l'intérêt général transcendant ainsi les autres intérêts sectaires. Même exprimant sur la probable candidature du président Nkurunziza à la prochaine présidentielle, la patronne de Ku Mugumya reconnue par Nduwimana estime que cette question n'a pas été débattue au sein du comité exécutif du parti Uprona et donc qu'elle n'est pas la mieux placée pour y répondre en premier lieu. Néanmoins, elle renvoie à la cour constitutionnelle et à la CENI puisque selon elle, ces deux instances sont les plus indiquées à répondre le cas échéant. [bonesha/rpa/rtr/rtnb]- Déphasage complet à ce sujet entre la présidente du parti Uprona reconnue par le ministre de l'Intérieur avec les députés issus de ce dernier. En effet, le président du groupe parlementaire Uprona estime que ce projet de loi sur la constitution ne renferme pas les principales revendications de ce parti. Selon le député Bonaventure Gasutwa, il y a des choses non claires que le parti au pouvoir est en train de faire pour cacher la vérité sur ce texte afin de faire passer un texte qui ne reflète pas du tout les idées de la plupart des personnes qui se sont exprimées. Il affirme que certains députés du parti Uprona ont été mis sur une liste de ceux qui sont en train d'étudier préalablement ce texte alors qu'il n'en est pas ainsi. Selon lui, le parti au pouvoir veut user de sa force dans cette affaire après avoir constaté que son action n'est soutenue par personne. Il trouve pourtant que cette constitution appartient à tout le monde et que par conséquent, les aspirations des uns et des autres doivent être intégrées dans cette dernière. Il ajoute que même si ce projet de loi venait à passer tel qu'il est, ils ne vont pas cesser de dénoncer. [bonesha/rpa/rtr]- Le parti Sahwanya Frodebu Nyakuri trouve lui aussi que ses principales exigences n'ont pas été intégrées dans le nouveau projet de révision de la constitution. Selon le député Juvénal Gahungu, les recommandations de l'atelier du 19 au 20 décembre 2013 doivent être intégrées dans ce texte si du moins il veut avoir l'aval de ce parti. Il trouve qu'autant que cela n'a pas encore été le cas, le parti Sahwanya Frodebu Nyakuri ne votera pas en faveur de ce texte. Il trouve que tout texte qui viendrait cautionner un troisième mandat de Nkurunziza à la tête du pays est contre les accords d'Arusha et de ce fait ne sera pas accepté par ce parti. [bonesha/rpa/rtr]- Il était justement prévu ce jeudi matin à l'hémicycle de Kigobe une séance d'analyse d'un certain nombre de projets de lois du gouvernement burundais désire faire passer. Mais, ladite séance n'a pas eu lieu suite au fait que la présidence de l'Assemblée nationale a voulu insérer parmi ces projets de lois celui relatif à la révision de la constitution alors qu'il n'est pas au programme. Les députés des partis Uprona et Frodebu Nyakuri n'avaient pas répondu présents à cette séance même certains députés du CNDD-FDD qui étaient présents ont immédiatement quitté les lieux. Cette séance a été programmée ce vendredi et les députés se sont présentés dans la salle vers midi où le ministre de l'Intérieur leur a exposé des motifs de l'amendement de ce texte. Après lui, le président de la commission permanente chargée des questions politiques au sein de l'Assemblée nationale a exposé le rapport de cette dernière. Mais, après avoir constaté que le quorum de 85 députés requis pour procéder au vote de ce texte n'est pas atteint, le vote n'a pas eu lieu. Étaient présents 77 députés du CNDD-FDD, les autres ayant envoyé des procurations et un seul Mutwa. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr/rtnb]- Le parti MSD sollicite l'intervention de la représentante spéciale des Nations Unies dans la région des grands lacs africains pour la libération des membres de son parti incarcérés injustement et contre qui le parquet de la mairie de Bujumbura vient de requérir un emprisonnement à vie. Selon une correspondance qu'Alexis Sinduhije vient d'adresser à Merry Robinson, il expose sa version des faits du 8 mars à la permanence nationale du parti MSD. Il qualifie d'ignoble et d'anti-démocratique l'intervention musclée de la police et estime que ses membres sont dans une situation de légitime défense suite à l'agression de la police. Dans cette même correspondance, il plaide pour que le fonctionnaire de l'ONU intervienne afin que ses droits politiques de même que ceux des autres membres de l'opposition soient respectés par le pouvoir. Il annonce aussi qu'il va continuer la lutte politique et ne va pas quitter le pays. Une autre correspondance a été adressée au secrétaire général des Nations Unies pour lui demander d'envoyer au Burundi une commission internationale neutre pour enquêter sur ce qui s'est passé à la permanence nationale de ce parti en date du 8 mars courant entre les membres de ce dernier et la police nationale du Burundi. Le secrétaire général de ce parti fait savoir qu'ils n'ont plus confiance en la justice burundaise vu la manière dont le procureur général agit contre les personnes arrêtées et conduit. Maître François Nyamoya précise qu'ils vont se soumettre aux résultats des enquêtes de la commission et accepter la responsabilité en cas de faute. Il trouve cependant que le gouvernement ne peut pas accepter qu'une telle commission soit mise en place. Mais, il estime que si le gouvernement est sûr qu'il a respecté la loi ce jour-là, il ne doit pas avoir peur des conclusions de cette commission. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha]- La ligue des droits de l'homme Iteka déplore le fait que le gouvernement burundais se contente d'affirmer que tout va bien dans le pays alors que d'autres voix s'élèvent ici et là pour le contredire. Le président de cette ligue estime que la situation sur terrain n'est vue seulement par les acteurs politiques qui se trouvent au gouvernement, mais, aussi par tout citoyen. Joseph Ndayizeye estime en outre que les discours tenus par les autorités du pays ne sont pas du tout le reflet de la situation qui prévaut sur terrain. Selon lui, les membres des différents partis politiques qui sont souvent aux prises dans certains coins du pays, les graves répercussions dans les domaines de la santé et de l'éducation, la pauvreté qui touche de plus en plus de personnes pour ne citer que ces problèmes, ne sont pas de nature à faire croire que tout va bien. Il demande ainsi à toutes les autorités d'engager un dialogue avec la population pour qu'elle raconte le vécu de sa vie quotidienne et que ces autorités aient la base du contenu de leurs discours. Il leur demande à cet effet de quitter les bureaux pour se rendre dans les montagnes à la rencontre de la population. Selon lui, ce sera une procédure difficile d'arriver aux conclusions

prochaines. Tant dans un esprit calme et paisible. Il profite de cette occasion pour dénoncer le comportement de la police à la permanence nationale du parti MSD en date du 8 mars courant tout en affirmant aussi que même les membres de ce parti ne se sont pas bien comportés lors de ces incidents. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] Santé - Le personnel de la Clinique Prince Louis Rwagasore vient de suspendre temporairement ce jeudi le mouvement de grève entamé depuis ce lundi. Selon le représentant de ces travailleurs, ils ont fait des unions avec les autorités du ministère de la santé publique et de la lutte contre le SIDA et ces dernières leur ont montré que le compte de l'établissement sanitaire pour lequel ils travaillent a été alimenté d'un montant de plus de 130 millions destinés à payer arriérés de salaires de travailleurs. Alexandre Nsabimana précise que des garanties de versement des 80 millions qui restent durant la semaine prochaine ont été également fournies par ces mêmes autorités. Ainsi, il annonce que le mouvement qui durait jusqu'à trois jours a été suspendu temporairement pour attendre tant au service, le déblocage de tous les 210 millions que le ministère doit à cet hôpital. Il ajoute aussi qu'ils se sont entendus que les salaires ne vont pas désormais passer de chaque mois sans être versés, faute de quoi ils vont encore grever. [rtnb/rpa/rtr] Education - Rwasa Agathon trouve que le gouvernement devrait plutôt revoir la baisse son trait de vie et diminuer la fréquence des différentes missions surtout du président de la République à l'intérieur du pays afin de récupérer certains fonds qui serviraient au paiement la bourse des étudiants que le gouvernement veut suspendre. Il trouve également que l'Etat du Burundi ne peut pas se fonder sur ce qui se fait ailleurs pour imposer sa décision en cette matière puisque ce qui bénéficie un ménage ne peut pas nécessairement et pareillement bénéficier un autre. Il fait également remarquer qu'ailleurs, même si cette bourse et progressivement suspendue, elle est remplacée par des crédits accordés aux étudiants afin qu'ils puissent se payer leurs scolarités. Ainsi, il demande de dialoguer afin d'aboutir à des solutions négociées qui satisfassent tout le monde. De son côté, le porte-parole du parti CNDD-FDD pense qu'il faut plutôt organiser des séminaires de sensibilisation et d'explication de cette mesure aux parents et aux étudiants. Onésime Nduwimana trouve que personne ne doit se préoccuper de ses propres intérêts en oubliant ceux des autres. [isanganiro/rtnb]- Les délégués de classe des étudiants de l'Université du Burundi et ceux de l'École Normale Supérieure viennent d'adresser une correspondance aux tous les étudiants de ces institutions. Selon le représentant de ces délégués, ils veulent demander aux parents de comprendre et de soutenir leurs enfants ainsi que d'être présents eux surtout dans cette période difficile où ils sont contraints d'être à la maison alors qu'ils devraient être en classes. Jean Bosco Nibizi estime que le président de la République va prendre la décision d'annuler la mesure qu'ils sont en train de contester. Il précise aussi qu'ils vont prendre une inscription aux écoles et aux cours ce lundi comme ils ont demandé les autorités rectorales et celles du ministère avant la satisfaction de leurs revendications. Il précise aussi que tous les étudiants sont unanimes à ce sujet sans distinction liée aux critères ethniques, régionaux ou partisans. Il ajoute que même le parti au pouvoir ne peut pas convaincre ses membres de revenir en classe puisque cela signifierait accepter la mesure de suppression de la bourse alors qu'ils n'ont pas de quoi payer les études suite à la pauvreté. Signalons que plus de 260 délégués de classe de deux institutions ont apposé leur signature sur cette correspondance. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]- Le président du parti Uprona non reconnu par le ministre de l'intérieur dénonce les intimidations à l'endroit des étudiants de l'université du Burundi et ceux de l'ENS en grève pour réclamer l'octroi de la bourse d'une manière équitable. Selon Charles Ndirakobuca, l'intimidation ne peut en aucun cas constituer une solution durable puisque même si les étudiants reviennent sous la peur, ils vont reprendre la grève puisqu'il n'y aura pas de solution durable à cet effet. Ce député dénonce le renvoi des étudiants représentants les autres et trouve illégale cette mesure qui constitue une violation du droit d'association pour ces étudiants qui ont été victimes d'avoir parlé au nom de leurs camarades. Ainsi, il demande au gouvernement via le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi qu'au recteur de l'université d'aller doucement dans cette question des étudiants afin d'y apporter une réponse définitive et d'éviter les intimidations. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa]- Les professeurs de l'Université du Burundi viennent de sortir un communiqué de presse dans lequel ils estiment que la situation à l'université du Burundi devient gravissime dans ces jours. Selon le président de l'APUB, il est même déplorable que les programmes n'avaient pas encore été rendus disponibles. Théo Ndirakobuca trouve aussi que le fait de chasser tous les étudiants et plus particulièrement le fait de renvoyer définitivement certains représentants suscite inquiétude et vient ajouter des problèmes au désordre causé par la mauvaise gouvernance et le manque de dialogue au sein de cette institution. Il demande donc que la nouvelle mesure de gestion de la bourse ainsi que celle de renvoi des représentants des étudiants soient annulées. Il demande aussi au parlement de s'y investir afin qu'une solution adéquate soit trouvée, solution qui ne serait pas objet de critique d'un autre. Il constate qu'un dialogue entre gouvernement, les structures pédagogiques, les étudiants, les parents et professeurs peut plutôt être bénéfique pour tout le monde. [rpa/isanganiro/rtnb/rtr/bonesha]